MOKDAD SIFI, ANCIEN CHEF DU GOUVERNEMENT :

«Seule une révolution pacifique...»

(1re partie)

Entretien réalisé
par Khadidja Baba Ahmed

Les sévères constats de Mokdad Sifi

Mokdad Sifi a été chef du gouvernement entre le 11 avril 1994 et le 31 décembre 1995. Presque deux années aux responsabilités mais dans quelles conditions ! Durant son passage à la chefferie du gouvernement, Sifi devait faire face à un vide institutionnel total, à un terrorisme islamiste ravageur et à un baril de pétrole n'excédant jamais les 14 dollars, le tout dans un contexte d'isolement international asphyxiant. C'était la période où toutes les chancelleries tablaient sur l'avènement inéluctable d'une république islamique en Afrique du Nord.

Le FIS et le GIA, puissamment appuyés par des monarchies du Golfe, l'Arabie Saoudite notamment, en plus de l'Iran et la France de Mitterrand, avaient rendu le pays un véritable enfer sur terre en attendant d'en faire le deuxième État théocratique au monde après celui de Téhéran. Le terrorisme était quotidien, «massif» et n'épargnait aucune région du pays. Comme le dira Sifi dans l'entretien qui suit, un tiers de nos communes étaient même entre les mains des terroristes. Nos maigres recettes d'alors, à peine 8 milliards de dollars, ne suffisaient même pas à couvrir le service de la dette extérieure qui était tout de même de 9 milliards de dollars, l'an. Peu de gens se bousculaient à cette époque sombre pour aspirer à des postes de responsabilité. Pour ne citer qu'un certain Abdelaziz Bouteflika. Il déclinera, par deux fois, des postes suprêmes. La première fois, du temps du Haut Comité d'Etat que présidait feu Ali Kafi durant lequel il refusera le poste de chef du gouvernement. Une seconde fois, carrément le poste de président de l'Etat à la fin du mandat de ce même HCE. Mais ceci est une autre histoire. L'Algérie a, certes, survécu à une mort certaine et s'est extirpée des ténèbres des années 1990, avec peu, ou pas du tout de moyens et grâce à d'énormes sacrifices. Plus de 250.000 victimes entre membres des forces de sécurité et de l'armée, des intellectuels, des journalistes, de simples et anonymes citoyens en plus de dégâts matériels considérables. Mais pour quel résultat ? L'ancien chef du gouvernement, Mokdad Sifi, ne mâche pas ses mots lorsqu'il évoque la situation générale du pays. Pour lui, c'est simple : «Beaucoup de responsables importants savent que le régime actuel est condamné à disparaître et que le délai se compte en mois.» Il ira même plus loin : «Ils réfléchissent certainement à des alternatives. Mon appel consiste à leur dire qu'il n'y a pas d'autres alternatives qu'une révolution pacifique et que les alternatives qui consistent à mettre X à la place de Y ne sauveront pas le régime, mais, au contraire, accéléreront sa mort violente aux dépens de notre nation et de notre peuple». Autrement dit, pour l'ancien chef du gouvernement, nous sommes déjà dans l'après-Bouteflika et c'est la transition qu'il importe de gérer. Cela dit, Sifi met quand même en garde : «Je suis rationnel et réaliste et je ne crois pas aux changements par la violence». Dressant un sombre tableau en guise de bilan de l'actuel régime depuis 1999, voire même d'avant, Mokdad Sifi notera toutefois que «le pouvoir actuel lie son maintien à la stabilité du pays, ce qui est en partie vrai, car, imaginez-vous une vacance soudaine de pouvoir avec tout ce que cela implique en lutte des clans et de fragilisation des équilibres politique, économique, social et sécuritaire même s'ils sont précaires. Une vacance soudaine du pouvoir débouchera inexorablement sur une anarchie que même l'armée ne pourra maîtriser». Ce risque est d'autant plus réel, suggère-t-il encore, que la chute brutale des prix des hydrocarbures ne permettra plus, désormais, des solutions de rafistolage ou de fuite en avant. Sous Bouteflika, fera-t-il remarquer, l'Algérie a gaspillé plus de 800 milliards de dollars pour, le plus souvent, des résultats catastrophiques ! Il citera l'exemple de l'autoroute Est-Ouest, la politique des privatisations et rappellera que Bouteflika en personne, reconnaissait publiquement en 2008 son propre échec. Ne croyant pas du tout à des solutions comme la révision de la Constitution que propose Bouteflika, Sifi plaide pour un changement de régime, mais pas n'importe quel changement. Pour lui, des situations comme en Libye, en Égypte, en Syrie doivent nous interpeller. S'adressant aux jeunes générations, l'ancien chef du gouvernement pense qu'elles doivent faire preuve d'intelligence «pour ne pas tomber dans les pièges des aventuriers politiques ou servir les intérêts de pays étrangers aux dépens de leur patrie». Par contre, il ne cache pas son admiration pour le modèle tunisien.

Kamel Amarni

***Le Soir d'Algérie* : Vous venez de republier une contribution de 2004 où vous appelez les Algériens «à s'unir et à… mettre de côté leurs divergences politiques» et où vous rejetez en même temps «le maintien d'un système totalitaire et… l'aventurisme démocratique». Que répondez-vous à ceux qui jugent que cet appel à la raison au régime en place est de l'angélisme politique et qu'il est naïf d'espérer que le système puisse se réformer de l'intérieur ou même en avoir la volonté ou l'idée ?**

Mokdad Sifi : Je ne suis pas naïf au point de m'attendre à ce que le pouvoir en place se saborde lui-même. Par contre, je suis rationnel et réaliste et je ne crois pas au changement par la violence. Je suis convaincu que toute contestation violente de ce pouvoir débouchera sur une déstabilisation du pays pour deux raisons principales : une raison externe, liée à la volonté de certaines puissances de déstabiliser l'Algérie pour des intérêts économiques et stratégiques qui leur sont propres, et une raison interne, liée à la fragilité des institutions nationales et à la persistance d'une vague terroriste qui ne demande qu'une occasion pour ressurgir. Le pouvoir actuel lie son maintien à la stabilité du pays, ce qui est en partie vrai, car imaginez-vous une vacance soudaine et violente du pouvoir avec tout ce que cela implique de luttes de clans et de fragilisation des équilibres politique, économique, social et sécuritaire, aussi précaires que ces équilibres puissent être. Cette vacance soudaine du pouvoir débouchera inexorablement sur une anarchie que même l'armée ne pourra pas maîtriser.

Cependant, le maintien de ce pouvoir, tel qu'il est, ne fera que seulement retarder, amplifier et aggraver une explosion sociale et sécuritaire. C'est pour cela que j'appelle à la sagesse. Je suis convaincu qu'il y a encore des patriotes dans les rouages de ce pouvoir et que notre peuple a les ressources pour surmonter cette crise. L'union qui s'est construite dans les années 90 pour lutter contre le terrorisme et rejeter la destruction de l'Etat est un exemple vivant de ce que peuvent faire les Algériens lorsqu'ils sont acculés et surtout solidaires.

Beaucoup de responsables importants savent que le régime actuel est condamné à disparaître et que le délai se compte en mois. Ils réfléchissent certainement à des alternatives. Mon appel consiste à leur dire qu'il n'y a pas d'autre alternative qu'une révolution pacifique et que les alternatives qui consistent à mettre X à la place de Y ne sauveront pas le régime ; au contraire, elles accéléreront sa mort violente aux dépens de notre nation et de notre peuple.

Après plus de 9 mois d'exercice du 4e mandat par le Président Bouteflika, comment qualifieriez-vous, en très peu de phrases (on y reviendra), la situation globale ?

Pourquoi parler de 9 mois et de 4e mandat puisque la situation se dégrade depuis 15 ans. En 2002, j'avais répondu à la même question d'un journaliste de *l'Expression* pour souligner que «la situation empire dans tous les domaines. Chaque année, les choses se détériorent un peu plus. Chaque année, il y aura moins de postes d'emploi, moins de pouvoir d'achat, moins d'eau, moins d'écoles, moins de santé, moins d'Etat, moins de justice...». Le président de la République et son Premier ministre ont, depuis, confirmé eux-mêmes ces prévisions en reconnaissant «l'échec collectif et la responsabilité collective» de la gestion du pays. Le premier, en déclarant devant les maires réunis en 2008 : «Nous nous sommes trompés. Nous nous sommes rendu compte que nous avons fait fausse route… En matière de politique de privatisation et d'investissement, nous nous sommes cassé le nez !» Et le deuxième, affirmant dans sa conférence de presse du 2 juin 2012 : «La situation difficile (sécuritaire et économique) vécue par l'Algérie dans les années 90 peut revenir dans un monde impitoyable si on ne construit pas le pays.» Il avait aussi déclaré que «l'économie est devenue un bazar» et «l'argent sale gouverne le pays». Il reste que l'Algérie n'a malheureusement pas su exploiter, durant 15 années, l'embellie exceptionnelle des prix du pétrole jusqu'à 150 dollars le baril, pour asseoir une véritable économie productive, saine, solide et diversifiée. Des centaines de milliards de dollars ont été dilapidés par des dirigeants incompétents dont la mauvaise gestion n'a d'égale que leur suffisance et leur arrogance

La manne pétrolière qui s'amenuise brutalement aujourd'hui a pu cacher temporairement la crise profonde que vit notre pays aux plans politique, économique, social et culturel, mais, malheureusement, elle n'aura servi qu'à exacerber l'indigence politique, le vide institutionnel, l'hérésie économique et les inégalités sociales qui réapparaissent au grand jour et menacent très dangereusement l'avenir de la nation.

Qu'est-ce qui explique, selon vous, que quasiment tous les anciens Premiers ministres, y compris vous-même (et en dehors d'Ouyahia et de Belkhadem), se retrouvent dans l'opposition à un pouvoir qu'ils ont malgré tout et à des degrés divers servi ?

En 1998, alors que j'étais vice- président de l'Assemblée populaire nationale, j'avais répondu à une question d'une journaliste d'*El Watan* en disant : «Je n'appartiens à aucun clan... Le clanisme a été et reste une des causes principales de nos problèmes ; il pervertit nos institutions, bloque notre développement et affaiblit la démocratie. De la même façon, je ne suis pas de ceux qui prêtent allégeance ou jouent le rôle de courtisan d'un quelconque pouvoir.»

J'ai été chef de gouvernement du 11 avril 1994 au 31 décembre 1995, en plein terrorisme, dans une Algérie à feu et à sang, en cessation de paiement, subissant les effets néfastes de l'isolement, la condamnation et le boycott sur le plan international, et dont le tiers des 1 541 communes, échappant à l'autorité de l'Etat, étaient sous contrôle total des terroristes.

Durant cette période de transition critique, il n'y avait ni président de la République ni Assemblée nationale. Les gens fuyaient les postes de responsabilité et de nombreux hommes politiques et partis se terraient. Des patriotes se sont mobilisés pour maintenir l'Algérie debout face au terrorisme. J'avais accepté cette mission par devoir patriotique sacré au risque de ma vie et des vies de ma famille.

Je suis fier d'avoir servi mon pays. Je n'ai servi aucun pouvoir ni aucune personne ; seules mes convictions et mon devoir guidaient mes paroles et mes actes, je n'ai répondu à aucune injonction et on ne m'a fait aucun cadeau, bien au contraire. D'ailleurs, je me suis présenté en 1999 en candidat indépendant et me suis retiré, parmi les 6, contre le candidat du pouvoir et malgré les fortes pressions du pouvoir !

Je vous rappelle que j'avais, auparavant, démissionné du RND parce que j'étais opposé à la politique du pouvoir d'alors que j'avais publiquement dénoncée. Et d'ailleurs, même en tant que chef de gouvernement, je soulignais à chaque fois, dans mes discours, que la crise de notre pays avait pour origines la mal-gouvernance du pouvoir et la hogra. Contrairement à ce que certains peuvent croire, je n'étais ni «bâillonné» ni «muselé».

Et si vous voulez une preuve finale de mon indépendance du pouvoir, il suffit de constater que dès qu'un président de la République a été élu en 1995, il a mis fin à mes fonctions malgré ma participation à son succès électoral. Cela en ce qui me concerne. Quant aux autres anciens Premiers ministres, tous respectables, je ne voudrais pas m'exprimer en leurs noms. Par ailleurs, il serait injuste de les mettre tous dans le même panier. Chacun a son extraction et son parcours propres.

Trois acteurs de l'opposition se font entendre : la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique CNLTD, le FFS et Mouloud Hamrouche qui agit pour l'heure en solo. Où vous situez-vous par rapport à ces trois acteurs, vous qui avez déclaré en février 2012 : «Je ne crois pas aux partis», et qu'est-ce qui motive le choix que vous faites aujourd'hui ?

Je respecte et salue les efforts de tous ces acteurs politiques qui essaient sincèrement de trouver une issue à la crise que vit notre pays. Cependant, je ne partage pas totalement leurs points de vue. Je ne suis ni pour la rupture violente ni pour la conciliation avec un pouvoir entêté dans ses convictions de statu quo politique et enferré dans ses intérêts et ses contradictions de clans. J'ai expliqué ma démarche dans ma lettre à Bensalah en juin 2011 quand j'écrivais qu'«il importe au plus tôt d'instaurer une période de transition, conduite par un gouvernement de transition représentatif adossé à un Conseil de sages, chargé d'amender la Constitution, d'organiser des élections présidentielle et législatives et de veiller à libérer immédiatement le champ politique et le champ médiatique de toute entrave. L'Armée nationale populaire devra s'engager à accompagner ce processus et à œuvrer à son succès».

Cette proposition, qui est toujours valable dans le fond et perfectible dans la forme, suppose que ceux qui décident aujourd'hui se rendent compte, avant qu'il ne soit trop tard et pour l'Algérie et pour eux-mêmes, que seule

Beaucoup de responsables importants savent que le régime actuel est condamné à disparaître et que le délai se compte en mois. Ils réfléchissent certainement à des alternatives. Mon appel consiste à leur dire qu'il n'y a pas d'autre alternative qu'une révolution pacifique et que les alternatives qui consistent à mettre X à la place de Y ne sauveront pas le régime ; au contraire, elles accéléreront sa mort violente aux dépens de notre nation et de notre peuple.